

Académie d'Agriculture de France

Mercredi 10 février 2021

État de l'agriculture 2021

L'agriculture post-COVID : global ou local ?

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire perpétuel,

Mesdames et Messieurs les membres de l'Académie d'agriculture de France,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous présenter mes excuses pour n'avoir pu être présent aujourd'hui à l'occasion de ce colloque consacré à l'agriculture en période post-Covid. Je suis néanmoins ravi de pouvoir m'adresser à vous par le biais de ce message.

La crise sanitaire que nous traversons a touché de nombreuses filières agricoles, et plus particulièrement encore celles qui dépendent de la restauration ou des périodes de fête. Les actions interprofessionnelles et le soutien de l'Etat ont été nombreux afin de limiter l'impact, et nous continuerons en ce sens. Pourtant, cette crise a joué un rôle de révélateur à différents égards. Révélateur, d'abord, de l'importance de nos filières, de leur incroyable capacité d'adaptation et de la résilience de toute notre chaîne alimentaire. Pour leur implication de tous les instants, je tiens à remercier tous les acteurs de cette chaîne : c'est grâce à eux que notre pays a tenu au plus fort de la crise. Révélateur, aussi, des attentes des Français en matière d'alimentation. De plus en plus de consommateurs cherchent un sens à leur alimentation. Les tendances vers plus de produits locaux et plus d'autonomie alimentaire se sont donc accélérées au cours de ces derniers mois. Avec la signature d'une charte de mise en valeur des produits frais et locaux et la création de la plateforme [Fraislocal.fr](https://www.fraislocal.fr), l'Etat encourage cette dynamique qui permet aussi de créer de la valeur différemment, au profit de nos agriculteurs.

La pandémie de la Covid-19, en interrogeant les chaînes de production et les échanges tant au plan local que mondial, a démontré le caractère stratégique des questions de souveraineté agro-alimentaire, notamment pour un pays comme le nôtre, qui détient une production agricole robuste et un fort maillage industriel dans ce secteur. L'objectif de demain est bel et bien de construire une France plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui, et cela ne peut se faire sans l'agriculture. Pour cette raison, le renouvellement des générations, qui n'est pour l'heure pas assuré dans certaines filières, comme l'élevage, constitue un enjeu majeur. Cela doit être notre priorité, et cela pose en particulier la question du revenu de nos agriculteurs.

Il y a également le défi des transitions. Elles imposent aux acteurs économiques de s'adapter et de rechercher de nouvelles sources de compétitivité. Or, pour mener à bien ces transitions, l'Etat a également un rôle déterminant à jouer. Au travers de nos politiques publiques, nous privilégions, d'une part, l'accompagnement des agriculteurs et des entreprises. D'autre part, nous devons créer de la valeur à travers ces transitions. La clé est là. Prenons la transition agro-écologique par exemple. Elle doit être créatrice de valeur pour l'environnement, mais aussi pour les agriculteurs, avec un impact sur leur compte de résultat. N'opposons pas les deux !

L'Europe nous protège et nous rend plus fort. Elle nous permet aussi de bâtir notre souveraineté, par exemple en matière de protéines végétales. Notre pays se dote d'ailleurs d'une stratégie ambitieuse pour devenir un leader dans ce secteur d'importance stratégique. Pourtant, nous devons aller plus loin pour lutter contre les distorsions de concurrence au sein du marché commun. C'est ce à quoi tend la nouvelle PAC, qui impose à tous les Etats membres de respecter les mêmes normes, notamment environnementale. Cette nouvelle PAC sera plus verte, et surtout plus juste pour les agriculteurs.

A l'échelle internationale, la vision que je porte en tant que Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation conjugue la promotion des territoires et des produits locaux avec le développement de nos exportations. Opposer production locale et export serait avant tout contraire aux intérêts de la marque France qui est associée, partout dans le monde, à des notions de qualité et de durabilité. Nous ne pouvons nous priver de cette attractivité créatrice de valeur, au-delà de nos frontières. De même, sur la question des importations, il nous faut être lucides. Certaines productions ne pourront jamais être réalisées sur notre sol, et continueront probablement à être importées. Par souci de cohérence, nous ne pouvons, en parallèle, pas accepter d'importer sans cesse chez nous ce qui ne correspond ni à nos normes, ni à nos valeurs, ni à nos pratiques culturelles. Il y a des lignes à faire bouger sur ce sujet, que je mettrai en tête des priorités de la France lors de la présidence de l'Union européenne.

Les défis que doit relever l'agriculture sont nombreux : transition agro-écologique, bien-être animal, renouvellement des générations, gestion de la ressource en eau et *in fine*, car c'est la mère de toutes les batailles, reconquête de notre souveraineté alimentaire. L'agriculture française est forte, mais c'est à nous tous d'entretenir cette force, et de la faire évoluer tant au niveau local que global. Je tenais, en conclusion, à remercier l'ensemble des membres de l'Académie d'Agriculture de France, réunis aujourd'hui à l'occasion ce colloque, pour leurs actions et travaux qui contribuent au renforcement de notre souveraineté. Votre rôle de réflexion et de promotion du savoir est essentiel sur les sujets agricoles et alimentaires qui font parfois l'objet de débats s'éloignant de la raison et de la science.

Je vous remercie, et vous souhaite de bons et fructueux échanges.